L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, et de la Première Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 31 MAI 1838.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Extrait de la séance du Sénat du 6 Février 1835.

"Résolu que le Sénat de l'Etat de la Louisiane, appréciant les services générales de l'administration de M. le Gouverneur A. B. Roman, et qu'il emporte avec lui en quittant son poste, le souvenir des membres du Sénat.

Résolu que le président du Sénat soit invité à envoyer une copie de cette résolution à M. Roman."

Extrait de la séance de la Chambre des Représentans du 3 Février 1835.

"Résolu par la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane que l'administration du gouvernement de l'Etat, par l'ex-gouverneur A. B. Roman, a été guidée par la sagesse et la fermeté, et par un zèle patient et infatigable pour le service public; que cette exécution de la loi a montré fidélité, et dans ses actes et impartialité dans ses mesures qu'il a prises; la vérité constatable et un grand égard pour les intérêts de l'Etat, et qu'il se retire avec une entière approbation de cette Chambre pour sa conduite officielle, et avec l'estime et la confiance personnelles.

Résolu que l'orateur de la Chambre transmette à Son excellence R. Roman, copie de ces résolutions."

Représentant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.
POUR LE SENAT DE LA LOUISIANE.
ALBERT HOA.

ENFANT TROUVÉ.

Un enfant du âge de trois ans environ, a été laissé pour chez les soussignés par un homme de garde l'avait trouvé dans la rue. Les parents auxquels ce enfant le trouveront rue de Chartres, No. 85.

BARDERES & Co.

☞ Nous annonçons prier de rappeler au public, que la vente des terrains actuellement situés dans la rue du Camp, aura lieu aujourd'hui, à midi et demi, à la Bourse de la Café, rue St. Louis.

ELECTION.

Toute institution humaine porte en elle quelque vice ou défaut de l'imperfection de son origine; et les meilleures même n'en sont pas exemptes. C'est ce que nous avons chaque jour l'occasion de droit d'action qui sans contredit est l'une des plus précieuses prérogatives de la souveraineté du peuple. La liberté de choisir les principaux agens de son autorité exécutive pour la mettre en activité et de prononcer administration dévouée à ses intérêts; et ceux aux premiers emplois ceux qui en seraient le plus indignes. Mais, les passions mauvaises se jettent traverse; et tous les efforts des partis se portent sur les masses, dans le but de s'emparer de l'opinion, pour la tourner à leur profit. On ne connait pas d'autre moyen d'élection; et de la nous avons le spectacle affligeant, et qui se renouvelle à chaque élection, de passions haineuses, de calomnies, de fausses accusations, de la part de ceux qui sont intéressés à le déployer, et de dégoût et d'indifférence de la part de ceux qui ne le sont pas. Il est *le mal Moderne* n'a été que compliqué d'une autre cause dont les conséquences seront encore encore plus funestes.

L'incorporation de la chambre du commerce, en 1834, a donné le moyen de régler à l'amiable une foule de contestations qui précédemment, ne pouvaient trouver fin que devant les tribunaux, et a régularisé les transactions du commerce, et propagé le véritable esprit de cette profession, en assignant à n'attacher de prix aux richesses, qu'autant qu'elles sont acquises par des moyens honorables!

L'instruction publique a toujours été l'un des objets opposés au progrès moral du pays; et, sans cesse, M. Roman s'est occupé de cette question.

Mais, laissons parler le gouverneur Roman, et citons le paragraphe concernant le collège Jefferson, créé sous son administration.

"Une réunion de citoyens, aidée par la législature de l'Etat, a fondé le collège Jefferson; non pour l'exploiter dans un but d'intérêt pécuniaire comme une manufacture ou une branche de commerce, mais pour offrir à la jeunesse louisianaise l'occasion d'acquérir une éducation nationale. Là, des enfans de nos diverses populations, réunis dans le même établissement, recevront par de bons exemples des préceptes sévères et des impressions en harmonie avec les institutions, les usages et les habitudes du pays qu'ils sont destinés à habiter. Ils apprendront que leurs intérêts, leur ambition, et leurs espérances sont les mêmes; qu'ils doivent tous se considérer comme appartenant à un même peuple; et qu'il ne peut exister d'autre distinction entre eux, que celle qui sera basée sur leurs vertus, sur leurs talens, ou sur les services qu'ils pourront rendre à leur patrie."

Notre intention n'est pas de fatiguer nos lecteurs par la nomenclature de toutes les actes plus ou moins utiles d'une administration de quatre ans; nous nous contentons d'offrir ici ceux qui peuvent en faire connaître l'esprit et le système. L'avancement des arts et le progrès de l'industrie; le développement des avantages naturels, et l'application des méthodes les plus rationnelles; tels ont été les principes, telle a été la marche de M. Roman C'est maintenant au peuple à juger si de tels efforcens sont ceux qui ont obtenu son approbation, et qui peuvent mériter de nouveau son suffrage à l'homme qui, par son savoir et sa moralité, l'avait précédemment obtenu.

LE PRINCE DE JOINVILLE—On sait aujourd'hui bien positivement que le prince est arrivé le 21 à Norfolk à bord de *l'Hercule*, et qu'il en est reparti mardi pour Richmond et Washington. Il est accompagné de son aide-de-camp, d'un chirurgien et de trois officiers d'ordonnance.

☞ Nous lisons ce qui suit dans un journal de New York:

Un Pélerin.—Parmi les passagers du Susquehanna, récemment arrivé dans ce port, se trouvait mais Harriet Livermore, célèbre prédicateur en jupons, dont nos lecteurs n'ont sans doute pas perdu le souvenir. Elle partit, il y a environ deux ans, de Philadelphie pour Jérusalem. Après s'être arrêté ce quelque temps à Londres, elle toucha à Gibraltar, à Malte et aux endroits intermédiaires, fit quelque séjour dans la ville sainte, s'assit dans le sépulcre qui reçut le corps de Notre Seigneur, traversa la vallée de Josaphat, grimpa sur la montagne des Oliers, Passe le Calton à gué, vit Gilus saints et d'autres endroits consacrés.

Cette femme, d'une santé délicate, a fait ce long voyage seule et sans la protection d'aucun homme. A Jerusalem elle mit pied à terre dans un couvent catholique où elle fut bien traitée.

CONGRES. 25 Mai.

Conformément à la résolution qui charge la chambre d'assemblée, la chambre s'est réunie aujourd'hui à 10 heures M. Everett, du comité des affaires indiennes, auquel avait été renvoyé le bill du sénat pour la vente des Indiens émigrant à l'ouest du Missouri et de l'Arkansas, a fait un rapport et a présenté un amendement qui a été adopté. Le tout a été renvoyé au comité de la chambre entière.

Sur motion de M. Cushman, le comité s'est chargé de la considération du bill pour la vente des terres publiques en faveur de l'école de Pittsburgh. Le Herald de cette ville publie en faveur de l'école, une communication qui dit, il est en tout point juste et vrai. Nous devons à cette société que nous soupçonnons engagée par philanthropie et sa sollicitude pour le bien public de publier le paragraphe suivant.

"Il n'est pas probable que la manière dont la question politique et d'après nos vues connaissance de la société des amis à l'exception de quelques fanatiques non seulement à passer un rapport avec les mouvements des ennemis de l'esclave, mais encore qu'une grande part, et le d'entr'eux s'opposeront à la discussion de cette question, surtout de la manière que nous l'avons suggérée dernièrement."

Le navire français *Alexandre*, de Bordeaux, parti de Galveston pour Boston, est entré à Newport sous le commandement du second capitaine qui dans un fort coup de vent, le capitaine, le contre-maître et cinq hommes de l'équipage ont été jetés à la mer. Le second français, à Newport, l'a obligé à entrer parce qu'il n'avait pas assez d'hommes pour manœuvrer le navire, et qu'il n'en pouvait obtenir à Boston. Le navire a été vendu par le consulat général à New York

La goélette *Leo*, partie de New York pour Porto Rico, a été coulée à bas par un navire allant de la Nouvelle Orléans à Liverpool. L'équipage a été sauvé par le navire, qui l'a mis à terre sur un des bancs allant à Nantuk

MUNICIPALITÉ N° 1

Séance du 23 Mai 1838.

Le conseil s'est assemblé ce jour conformément à l'ajournement.

Les 7 diverses ayant été lus les membres à l'ordre et le secrétaire a fait la lecture d'après nomination, les membres présents furent:

MM. E. Duplessis, Lanusberg, Perrin, Fortier, Cressman, A. P. Lunaux, Z. Collin, Cuvillier, Lacroix, Gradis, Vignié, G. Pavie, Bernard, Lavarre, Massonet, Prévôt, Carrepeaux, Philippe Lacroix et Hardcastle.—16

A mesure MM. Armitage, Lambert et Roy.

Sur motion de M. Gradis, la lecture du procès-verbal de la dernière séance a été dispensée.

La lecture a été faite d'un message du maire en date de ce jour.

Le 1er article de ce message engage le conseil à se placer un chemin à fer à pour un service de la ligne de la Côte en raison de quelques difficultés qui se sont élevées à ce sujet entre ce chemin et les propriétaires.

Sur motion de M. Lacroix, et après discussion, le message, que le maire est et demeure autorisé à payer sur l'exercice pour le montant nécessaire à l'achat d'une cloche qui sera placée à la halle aux boucheries, et que le commissaire de la halle le fera pour avancer et un moyen de cette cloche et de donner un signal pour la fermeture du marché

Le 2d article du message renvoyant au conseil avec les plans pour la construction d'un bassin à la rue de Chartres entre St. Pierre et Toulouse, et la rue Dauphine et Bienville et St. Louis, dans la profondeur et en raison de certaines contradictions dans la résolution.

Le conseil ayant adhéré au veto du maire;

Sur motion de M. E. Duplessis, est ordonné à présenté de nouveau un même comité qui a rapporté cette dite résolution.

Sur motion de M. Perrin, le conseil s'est chargé de la considération du message du maire relatif à l'achat d'un terrain pour l'établissement d'un cimetière.

Sur motion de M. Lacroix